

# Pour RADIO-SILENCE

## CHRONIQUE ÉCONOMIQUE « FINANCES – VERITES » N°33

### « CANCERS !... »

#### **1) Dans l' ACTUALITE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE : ECO 1,**

Voilà une « Victoire à la Pyrrhus » d'EADS qui vient avec 12 Milliards d'Euros engloutis dans le naufrage industriel du programme A380 en 2006 de réussir à vendre 32 avions... sur le papier. « *La rentabilité du Programme n'est pas pour demain puisque la fabrication de chaque avion continue de creuser le déficit* ». De plus, EADS vient, au prix d'un effort énorme, de réussir à en livrer... deux, en Mai 2010 ! Le « *pari* », ajoute encore Louis GALLOIS, « *consiste à réduire nos coûts de fabrication* ». Ce qui fait que voilà « *un avion qui rapporte beaucoup d'argent aux compagnies aériennes* » Mais qui en coûte à l'avionneur. L'augmentation de la cadence de production d'A380 à deux, puis trois avions par mois, devrait également concourir à rejoindre le point de profitabilité vers 2015... peut-être ! ? Si toutefois les commandes reprennent à partir de 2011... Bref, voilà une vente miraculeuse, à perte, pour le constructeur européen.

Mais il y a encore plus grave : EMIRATES qui vient de passer cette commande, est la Compagnie de DUBAÏ, un Etat que l'on disait en faillite l'année dernière. Elle attaque les compagnies européennes sur leurs lignes les plus rentables avec des coûts internes de 30% inférieurs au total selon une étude de Arthur D. LITTLE de 2007. « *Sortie du sable depuis à peine 25 ans, EMIRATES détient déjà plus de sièges sur les liaisons intercontinentales qu'AIR FRANCE et BRITISH AIRWAYS réunies* » vient de réagir, Mardi 8 Juin 2010, le patron de la Lufthansa, Wolfgang MAYRHUBER ! Le POT aux ROSES se révèle dans le fait que « *la Cie de DUBAÏ peut compter sur un soutien à l'export des Pays d'AIRBUS comme de ceux de BOEING, tandis que nos compagnies européennes n'en n'ont pas* »... AF-KLM, LUFTHANSA et BRITISH AIRWAYS sont attaquées à l'intérieur par des compagnies « Low-Cost » financées souvent par des capitaux étrangers, dont beaucoup... islamiques, et de l'extérieur par les compagnies de ces mêmes Pays islamiques !

L'Europe se prive donc... pour accroître la saignée par les coûts de production d'avions, connus pour être rentables seulement pour les clients, lesquels se servent de cette rentabilité pour saigner les chiffres d'affaires de nos compagnies aériennes qui s'acheminent vers une faillite aussi retentissante que celle d'EADS dont le projet A380 constitue le bouillon.

Le Cancer islamique ronge ainsi l'Europe économique aérienne...

#### **2) Dans l' ACTUALITE ÉCONOMIQUE FINANCIÈRE : ECO 2**

Marie-Georges BUFFET, Secrétaire Générale du PCF, vient de déclarer Lundi 14 Juin 2010, « *que les entreprises avaient besoin de plus de crédit* ». **Je m'inscris en faux sur cette affirmation** macro-quantitative.

Les entreprises ont diminué leur demande globale de crédit depuis fin 2008 et courant 2009 au bénéfice d'un recours plus important à l'augmentation de leurs fonds propres. Tandis que l'offre de crédit n'a pas cessée d'augmenter au contraire des craintes agitées par la propagande pour accréditer une « Crise » économique qui n'existait pas. Ce que veulent M-G BUFFET et le PCF, c'est continuer à asservir les entreprises au crédit bancaire afin de les saigner à blanc au bénéfice du système totalitaire mis en place depuis 1946 sous le paravent gaulliste et accentué démesurément en 1981.

Je rappelle ici brièvement que la structure du Passif du bilan d'une entreprise a une grande importance et un impact, dur, sur la valeur ajoutée qu'elle peut tirer du secteur du marché sur lequel elle vend ses produits. Du haut du passif, avec le Capital, les réserves, les dettes à Long Terme, au bas du Passif, avec les Dettes à Court Terme, le Crédit Fournisseur et l'exigible, l'importance relative de ces différentes masses dans le total est cruciale. Si une entreprise n'a que du Capital à son Passif, elle est indépendante et elle

conserve son bénéfice qu'elle peut affecter en dividendes, en participations de ses employés, en réserves et en provisions. Si, par contre, une entreprise n'a que des dettes à Long, Moyen et Court terme et un Capital de 1 euro symbolique, on voit clairement qu'elle se vide de son bénéfice vers ses créanciers, lesquels peuvent la mettre à mort n'importe quel jour après l'avoir saignée à blanc le plus longtemps possible... Entre les deux situations extrêmes, toutes les réalités proportionnelles se vivent tous les jours. Mais on voit bien, que plus une entreprise a de Fonds Propres et moins de dettes, plus elle est indépendante, forte et peut donc durer... Les ennemis totalitaires de la LIBERTE expriment donc à chaque fois le point de vue inverse et recherchent la dépendance des entreprises à leur Loi et le profit volé aux travailleurs asservis via les entreprises saignées par le « système ». Une entreprise qui incorpore des réserves préalablement constituées sur ses profits, à son Capital par attribution d'action gratuite conforte son indépendance vis-à-vis des Tiers et enrichi ses actionnaires, c'est par exemple le cas d'AIR LIQUIDE. Une entreprise qui souhaite augmenter son Capital à titre onéreux, afin d'économiser le recours au crédit bancaire, procède à une offre de souscription d'actions nouvelles, c'est par exemple le cas de MAUREL et PROM. Après s'être tournée d'abord vers ses actionnaires anciens, elle peut chercher à en trouver de nouveaux.

C'est alors sur le « **marché primaire des capitaux** » que les entreprises peuvent trouver les Fonds Propres dont elles ont besoin en émettant donc des titres « neufs » : Actions et Obligations. Dans ce dernier cas, elles entrent alors en concurrence avec l'Etat et ses collectivités locales.

Je vais d'abord vous rappeler la situation de ce marché avant l'Euro, en 1997, et ensuite vous dire ce qu'il en est advenu de 2008 à 2010, 11 ans et demi plus tard. Cela va vous éclairer pleinement.

Tout d'abord, voici ce que je constatais au profit de mes lecteurs du mensuel « LE PETRIN » en Décembre 1998, sous mon pseudonyme de Juno MONETA :

*« En 1997, toutes devises confondues, l'Etat français a ponctionné sur les marchés financiers primaires 145,2 Milliards de FF sur un total général net des remboursements de 209,2 Mds FF soit 69,41%. La même année, les NON-RESIDENTS ont emprunté nets sur le marché national des capitaux 118,6 Mds FF, ce qui fait que les deux ponctions amènent à 126 % de l'offre nette. Cela ne fut possible que grâce aux remboursements très importants opérés par les établissements de crédits ( 167,7 Mds FF) qui n'ont emprunté eux-mêmes que modérément (96,1 Mds FF), laissant donc à la disposition de l'Etat et des Non-Résidents la différence de 71,6 Mds FF nette.*

*La tendance à l'endettement s'accroît au 30 Juin 1998, où l'on apprend qu'ont été prélevés 155,6 Mds de FF, soit déjà la moitié de 1997 alors que n'ont été remboursés que 71,5 Mds de FF, soit seulement 39% des remboursements de 1997... Seul point favorable à ce moment, on note un effort de remboursement des emprunts en ECUS plus grand qu'en 1997 de 43,7 Mds d'Ecus nets. Les Sociétés NON FINANCIERES, ont, quant à elles, emprunté +53 et remboursé -47,7 donc nets : +5,3 Mds de FF soit à peine plus de 2% du marché des Capitaux offerts... Quant aux « Autres emprunteurs » ( les Ménages ) ON leur laisse par pitié, sans doute, à peine 7% de l'offre potentielle du « marché » pour survivre. C'est « normal » puisque ce sont eux qui doivent tout payer !...*

*Ces chiffres illustrent la situation d'une société française hyper-collectivisée où « la société civile », périphrase habituelle des énarques, fonctionnaires et politiciens, est écrasée par le MASTODONTE étatique. Lequel désertifie l'économie libre par l'écrasement de l'initiative privée sous le poids et la force de ses choix, évidemment toujours dirigés vers le gigantisme selon l'adage anglo-saxon « The Big is BEAUTIFUL », dans le cadre, et avec le moyen, de la planification économique collectiviste.*

***Il faut rétablir en faveur des agents économiques privés, le flux des capitaux et pour ce faire il est impératif que l'Etat REDUISE DRASTIQUEMENT ses DEPENSES pour pomper moins, et si possible rien du tout, sur le marché primaire. C'est là que la Démocratie doit reprendre les rênes des mains des technocrates : en imposant aux politiciens des choix en faveur de la Liberté d'entreprendre, donc de trouver les Fonds Propres nécessaires pour gagner de l'argent afin de former du Capital nouveau susceptible d'enclencher la réaction en chaîne favorable à l'économie privée, seule capable de créer des emplois productifs ! »***

**Le 31 MAI 2010**, Le STAT INFO (Réf. : TF10-04z) de **la Banque de France**, membre et filiale de l'« Eurosystem », contactable à la DGS-DBDP à l'adresse internet : [serib.base-titres@banque-France.fr](mailto:serib.base-titres@banque-France.fr) **nous renseignait sur la situation actuelle :**

Les émissions de Titres de Dettes des Résidents français, en données BRUTES, cumulées sur douze mois à Fin Avril 2010 se sont élevées, nettes des remboursements à 185,8 Mds €. Les Stés NON financières (SNF), autrement dit **les entreprises**, en **ont obtenu** 53,8 à Long Terme et remboursé -5 à Court Terme soit +48.8 Mds € nets, donc **26,26 % du marché primaire des capitaux** ! Certes, c'est dix fois ce qu'elles obtenaient en 1997 mais ce n'est encore que le quart de l'offre générale des capitaux sur le marché primaire...

**Les administrations publiques se goinfrent, elles, de 123,4 Mds € soit 66,42% du « marché », à peine moins qu'en 1997 : 69,41%...**

Quel est le résultat actuel ? Il est lisible dans l'encours général des Titres de dettes (Actions, obligations etc...) qui est au total de 2.996,7 Mds € dont seulement 366,4 Mds € pour les SNF soit 12,23%... Les administrations publiques représentent un encours de 1.298,3 Mds € soit 43,32 %, les IF monétaires (Banques et assimilées) 1.126,1 Mds € soit 37,58 %, les Institutions Financières Non Monétaires (Ets financiers) 206 Mds € soit 6,87%.

**Voilà le résultat en Mai 2010, le mois dernier de décennies d'oppressions étatiques et para-étatiques sur le marché des capitaux.** Les mastodontes bancaires, émetteurs de la monnaie utilisée par tous, ont grossi jusqu'à représenter 80,90 % de l'encours, laissant 6,87 % à la disposition des agents économiques (Ménages) et 12,23% aux Fonds Propres des entreprises productives de toutes les « richesses » nationales.

Pire encore, au total de 366,4 Mds € d'encours, il faut comparer les émissions d'Actions, Fonds propres par excellence, de 20,9 Mds € pour ces mêmes SNF et de 190,4 Mds € pour les banques et les Etablissements de crédits !

**On voit bien que les entreprises, et pire encore les consommateurs finaux, sont laissés à la portion congrue et doivent par leur travail de plus en plus acharné, et allongé dans le temps, alimenter la TUMEUR cancéreuse collectiviste devenue plus grosse que la « Société Civile » dont le revenu décroît ! C'est bien l'ESCLAVAGE !**

Pour couronner le tout voici quelques uns des commentaires de NATIXIS en Janvier 2010, laquelle fait du crédit « revolving » (renouvelable) à 18% l'an tout compris à ses clients :

*« Le Marché Primaire du Crédit 2010 démarre en Fanfare !*

*Nous nous attendons à une progression globale des émissions obligataires en 2010. Pourtant, il y aura diminution pour les SNF (Corporate) de 300 Mds € en 2009 à 200 Mds € en 2010, soit -33,33%... »*

Qui va alors prendre le « jackpot » ! ?

D'abord les USA, lesquels vont saigner les émissions obligataires de toute la zone euro de 2.500 Mds € à cause de leurs déficits explosants sous l'effet de leur récession économique. La zone euro offrira cette année 118% des capitaux qu'elle offrait en 2009. Donc en expansion... Mais pas pour les européens, et encore moins pour les entreprises françaises... L'Euroland n'est donc bien que le grenier à travail et à sous de l'Oncle Sam... Ce que l'on sait depuis 1944 !

Il y a quand même un point positif pour nos entreprises : c'est que l'écart de taux (les Spreads) qu'elles devaient payer pour concurrencer l'Etat et ses banques, un comble, s'est réduit du fait de la monstruosité des déficits publics qui assurent aux banques des revenus confortables qu'elles jugent suffisants, pour l'instant...

Mais les Banques se servent largement, sans honte. L'année 2010 a bien commencé pour BNP-PARIBAS, BBVA et DEXIA Kommunal Bank avec une ponction de 4,75 Mds €... Outre l'augmentation des émissions d'Etats et des agences publiques, NATIXIS s'attend à une forte progression des émissions de « dette Senior » des Institutions financières, délaissées en 2009 au profit des émissions garanties par les Etats...

Qu'est-ce qu'on va laisser aux SNF, aux entreprises réellement productives en 2010 ? La part du marché des Obligations Corporate (Fonds Propres à LT) à HAUT rendement ( à payer ! ) qui devrait poursuivre une « résurrection » entamée fin 2009 - il était fermé depuis 2008 - et profiter des liquidités surabondantes (d'autant plus qu'elles sont inventées par les banques !) qui cherchent de la performance ( ben voyons !) et qui devraient aussi se porter sur le marché des actions, sous-ensemble du Marché primaire des Capitaux.

Voilà la situation financière sur laquelle, en plus, « surfent » les traders des banques pour ripailler sur le dos de la malheureuse « Société Civile » qui n'en peut vraiment plus ! Dire que je me suis épuisé à mettre en les mains des électeurs un bulletin de vote que, conditionnés à le prendre pour le Diable, par le Maître de la confusion renversant les rôles grâce à la dialectique du PCF, ils ont délaissé au profit des noms ronflants des totalitaires en piste...

Voilà le Cancer financier, contrepartie du Cancer économique collectiviste, fils de la déraison politico-maçonnique réfugiée dans l'abstraction et l'escroquerie...

### **3) Dans l' ACTUALITE ÉCONOMIQUE MONÉTAIRE : ECO 3**

## ***ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM***

Comme je viens d'être long, mais utile, je l'espère du moins, sur ECO2, je vais être court sur ECO3.

<http://www.borsennews.de> constatant que, pour les Allemands, les difficultés de la zone euro représente un grave souci, vient de décider de reprendre la cotation des titres en... Deutsches marks ! « *Même un des défenseurs les plus acharnés de l'Euro comme Hans OLAF HENKEL, ancien chef du syndicat patronal allemand (Bundesverbandes der Deutschen Industrie), s'exprimait pour l'arrêt de l'Euro et la réintégration du DM* » précisait BörsenNEWS !

J'ai toujours dit, et ceci est, en plus, légal, en France depuis 1979, que l'on pouvait toujours faire notre comptabilité en Francs même si au dernier moment il fallait, par décision autoritaire, arbitraire, du gouvernement depuis 2002, la publier en euros. Rien n'empêche de faire comme les Allemands. Dès lors, l'Euro se repliera dans un rôle obscur de monnaie de compte européenne, dernier avatar d'unités de comptes comme on en a connu beaucoup, par exemple : l'EURCO, l'ECU composite, l'ECU concret... Chacun reprendrait alors sa monnaie : en France, le Franc, et l'unité de compte entre Etats serait l'Euro à un pour un... Fin de l'Euro maçonnique dans un asile réservé aux seuls « illuminés » par leur folie... Fin de l'abstraction délirante et retour au concret ! Bravo les Allemands !...

Le Cancer monétaire de l'Euro doit être extirpé par la chirurgie démocratique mettant fin à la « Vivisection et à la Haute chirurgie mentale » de la propagande maçonnique, selon une expression ancienne d'un ancien ami...

**LMDM**